

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

6^{ème} bureau

Affaire suivie par Mme GIEL

Réf. : Tél. 35.03.53.95

FG/CBE

Rappeler impérativement les références ci-dessus

DOSSIER N° 9400071

REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT

SANDOUVILLE

PRESCRIPTIONS SPECIALES

ROUEN, le 27/06/94

ARRÊTÉ

LE PRÉFET,
DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE
PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
--*

VU :

La loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des lois des 16 décembre 1964 (titre 1^{er}) et 19 juillet 1976 précitées,

La demande en date du 15 février 1994, par laquelle la Régie Nationale des Usines RENAULT, dont le siège social est à BOULOGNE BILLANCOURT, a sollicité l'autorisation de créer une zone de transfert de déchets à SANDOUVILLE,

Les plans et autres documents joints à cette demande,

L'avis de la direction départementale des services d'incendie et de secours en date du 30 mars 1994,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 avril 1994,

L'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène en date du 10 mai 1994,

Les notifications faites au demandeur les 28 avril 1994 et 31 mai 1994,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

CONSIDÉRANT :

Que l'activité projetée par la Régie Nationale des Usines RENAULT sur le site de SANDOUVILLE relève du régime de la déclaration au regard de la législation sur les installations classées,

Que, toutefois, ce projet présente des risques en matière de pollution des eaux et de sécurité vis à vis de l'incendie,

Qu'il est nécessaire de prévoir des dispositions renforçant les prescriptions types applicables (98 bis B 2 et 253),

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application, de l'article 11 de la loi susvisée du 19 juillet 1976,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : La Régie Nationale des Usines RENAULT, dont le siège social est à BOULOGNE BILLANCOURT, est tenue de respecter pour l'exploitation d'une zone de transfert de déchets implantée sur le site de SANDOUVILLE, les prescriptions spéciales annexées au présent arrêté.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) – parties législatives et réglementaires – du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration dans le délai d'un mois et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Pour ampliation
Le chef de bureau


E. METRAN

ROUEN, le 27 JUIN 1994

LE PRÉFET,
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,
Bruno RAIFAUD

vu pour être annexé à mon arrêté
en date du :
ROUEN, le : 27 JUIN 1994
LE PRÉFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,
Bruno RAIFAUD

Prescriptions annexées à l'Arrêté Préfectoral du27 JUIN 1994

Régie Nationale des Usines Renault SANDOUVILLE

I - OBJET

I.1 - Installations nouvelles

Nature des installations et des activités	Volume ou capacité maxi	Numéro de la Nomenclature	NC ou A ou D
Broyage de fûts métalliques avec machine mobile	Puissance installée : 30 KW	-	NC
Stockage de pièces rebutées en plastiques	50 m ³	98 bis.B2	D
Dépôt de métaux non ferreux	32 m ²	286	NC
Stockage de batteries rebutées	3,5 l d'électrolyte	31 bis	NC
Dépôt de liquides inflammables (purges peintures + carburants souillés)	19,60 m ³	253 (1430 B)	D
Stockages solvants chlorés usagés	17,60 m ³	-	NC
Stockage de polystyrène	30 m ³	98 bis.B2	D
Dépôt de liquides inflammables (huiles usagées)	29 m ³	253 (1430 D)	NC

II.2 - Conformité du dossier et déclaration des incidents et des nuisances

Les ateliers et les stockages sont situés, installés et exploités conformément aux plans et documents du dossier de demande, non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Les incidents ou accidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devront être déclarés dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées, conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

III - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

III.1 - Prévention des pollutions accidentelles

L'ensemble des installations est conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon à ce qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, déversement de matière dangereuse ou insalubre vers les égouts ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle ne peut alors s'effectuer qu'après vérification de l'absence de concentration nocive, de substance dangereuse toxique ou polluante.

III.2 - Stockages - Postes de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement des fûts sont équipées de rétentions ainsi que les différents stockages susceptibles de présenter un risque de pollution, de manière à récupérer tout déversement accidentel.

L'établissement dispose, près des lieux de stockages, du sable maintenu meuble et sec, avec pelles, pour être répandu sur les éventuelles écoulements.

III.2.1 - Rétentions

Pour le stockage de récipients de capacité inférieure ou égale à 200 l, le volume de la rétention doit être au moins égal à :

50 % de la capacité totale des fûts dans le cas des liquides inflammables (carburants souillés et purges de peintures), à l'exception des lubrifiants ,
20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 l ou la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 l , dans les autres cas (huiles usagées).

La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir (en cas de déversement accidentel) et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour tout dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

Les récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. Les zones sur lesquelles s'effectuent l'empilement et le broyage des fûts sont étanches et munies de rétentions.

IV - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Il est interdit d'émettre des fumées épaisses, des buées, des poussières et des gaz odorants, toxiques ou corrosifs. Le brûlage à l'air libre est interdit.

V - PRECAUTIONS CONTRE L'INCENDIE

Les piles de matières usagées sont disposées de manière à permettre la mise en oeuvre rapide des secours contre l'incendie. La hauteur de ces piles ne doit pas dépasser 3 mètres.

Il est interdit de provoquer ou d'apporter, dans le dépôt, du feu sous une forme quelconque. L'interdiction de fumer est affichée de façon permanente aux abords du dépôt ainsi qu'à l'extérieur des cuvettes de rétention.

Moyens d'extinction dont doivent disposer les secours, à proximité des nouvelles installations :

- 1 poteau incendie normalisé de diamètre 100 mm, pression de 4 bars et générant un débit de 120 m³/h,
- une équipe permanente de quatre Sapeurs-Pompiers professionnels dans l'entreprise,
- des rondes de surveillance incluant le bâtiment regroupant principalement les zones de réparation de palettes de bois et de stockage de métaux non ferreux.
Ce même bâtiment est muni de trappes manuelles de désenfumage d'une surface minimum de 1/100ème de la surface totale de la toiture.
- 3 extincteurs de 50 l d'eau pulvérisée,
- 2 extincteurs de 50 kg de poudre polyvalente,
- 3 extincteurs CO₂ pour les locaux administratifs et sociaux,
- éloignement d'au moins 4 mètres (pour éviter toute propagation du sinistre) des sanitaires, du réfectoire et des vestiaires du bâtiment ci-dessus.

De plus, le personnel affecté au parc de transfert de déchets doit être instruit à la manoeuvre des extincteurs. Ces exercices ont lieu au moins tous les 6 mois et sont transcrits sur le registre de sécurité.

Doivent être affichés bien en évidence sur le parc :

- la liste et l'emplacement des matériels d'extinction et de secours et le personnel chargé de sa mise en oeuvre,
- le nom des personnes chargées de diriger l'évacuation des occupants,
- les moyens d'alerte,
- le numéro de téléphone du PCI de l'usine.

L'exploitant transmettra les plans ci-dessous à Monsieur l'Officier, commandant le Centre de Secours Principal, Siège du centre de transmission de l'alerte du Havre, en vue de permettre à ce dernier de les répertorier :

- le plan de masse,
- le plan de situation,
- les plans de niveaux, faisant apparaître tous les locaux.

VI - PRECAUTIONS CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS

L'installation de broyage doit être conforme aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 20 août 1985.

VII - SUIVI DES DECHETS

Les déchets industriels sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'Inspection des Installations Classées.

De même, il est tenu de se conformer aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 4 janvier 1985, notamment en ce qui concerne l'émission d'un bordereau de suivi qu'il envoie à l'Inspection des Installations Classées chaque trimestre.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées et aux textes subséquents.

VIII - DIVERSES DISPOSITIONS

L'exploitant actualise par un registre ou un moyen équivalent la liste des produits et matériaux stockés sur la zone de transit.

Il se conforme également de manière stricte aux dispositions édictées par le livre II - Titre III du Code du Travail et aux textes pris pour application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

=